

SERVICES TECHNIQUES

FB/PB/AP/TB

DECISION N° 23 - 08138

EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU MAIRE

Le MAIRE de VILLEPARISIS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique,

VU la délibération du conseil Municipal n°2022-01/02-01 en date du 15 février 2022 donnant délégation au Maire en vertu de l'article L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le 4^{ème} alinéa de ladite délibération surnommée,

VU l'article 142 de la loi ASAP n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, disposant que les marchés publics de travaux peuvent être conclus sans publicité ni mise en concurrence préalables pour répondre à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 100 000€ hors taxes

CONSIDERANT la nécessité de conclure un marché pour les travaux d'installation de climatiseurs dans les écoles Aristide Briand et République,

CONSIDERANT la consultation menée auprès de la société CMD CHAUFFAGE dont l'offre a été jugée économiquement avantageuse,

DECIDE

Article 1

De signer avec la société CMD, domiciliée 19, rue du prix d'Amérique – 77330 OZOIR LA FERRIERE, représentée par Monsieur MICHEL Philippe pour le compte de CHAUFFAGE MICHEL DISTRIBUTION SARL, le marché M202317 ayant pour objet « Travaux d'installation de climatiseurs dans les écoles Aristide Briand et République ».

Le marché est conclu **pour un montant de de 97 912.00€ HT soit 117 494.40€ TTC.**

Le démarrage des prestations se fera à la réception d'un ordre de service.

Article 2

Les dépenses relatives à ce marché sont inscrites au budget Communal de l'exercice concerné.

Article 3

Le Maire est autorisé à signer toutes les pièces s'y rapportant.

Article 4

Madame la Directrice Générale des Services et le Comptable Public Assignataire de Meaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision qui sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de Meaux, à Madame la Comptable des finances publiques de Meaux et portée à la connaissance du Conseil Municipal.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à VILLEPARISIS, le 12 juillet 2023

Le Maire,



Frédéric BOUCHE